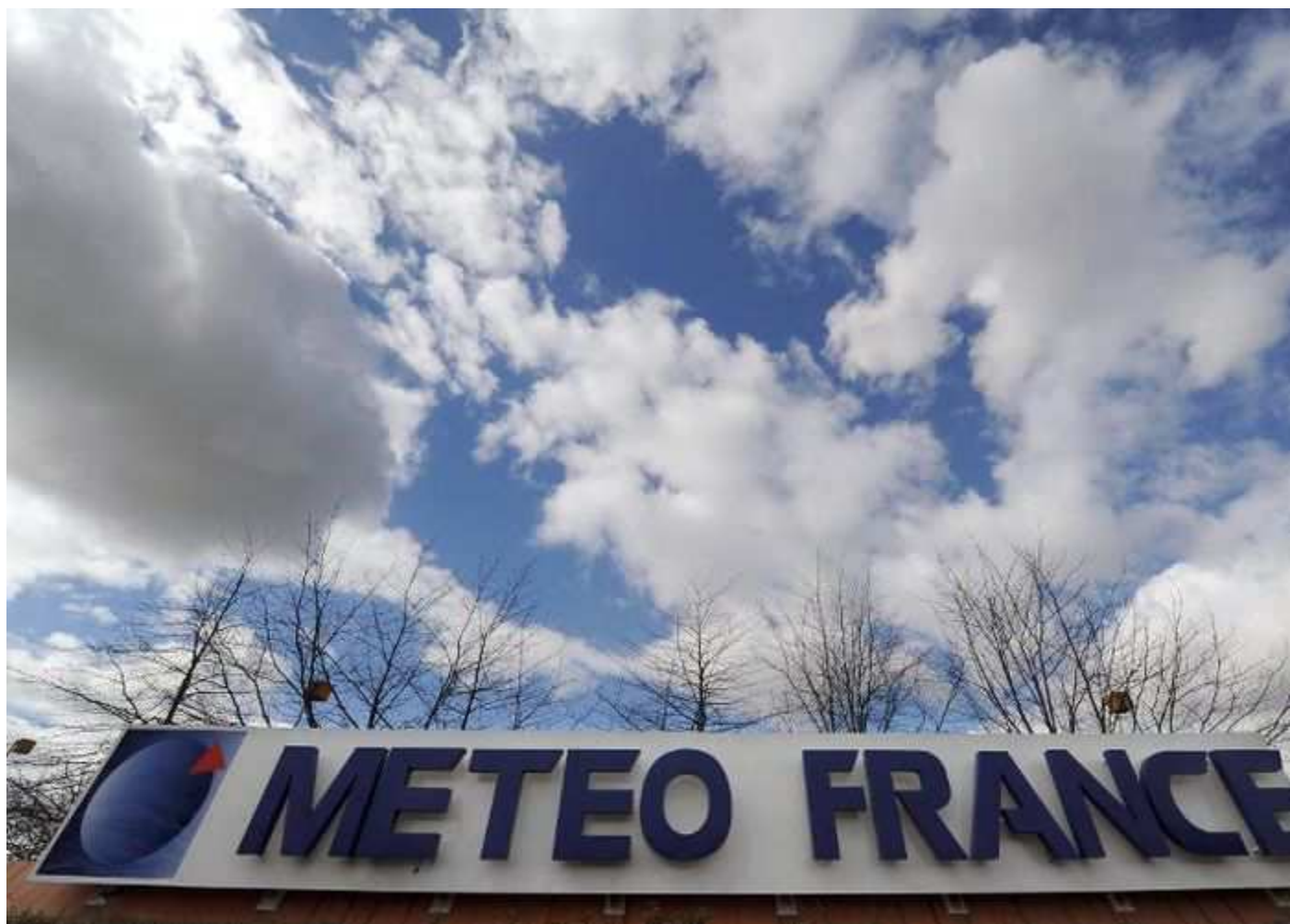


Météo-France: pas d'éclaircie pour les salariés en restructuration depuis 2008

[AFP](#) 11 septembre 2014 à 08:16 (Mis à jour : 11 septembre 2014 à 10:11)



Le logo de Météo France à l'entrée du centre de Toulouse (Photo Eric Cabanis. AFP)

Météo-France, qui doit déjà fermer près de la moitié de ses centres météorologiques d'ici à 2016 et réduit ses effectifs, a prévu d'aborder à l'automne la réorganisation du temps de travail, un nouveau chantier qui suscite l'inquiétude des syndicats.

«Nous n'avons pas encore fini la restructuration débutée en 2008, que déjà, de nouveaux chantiers sont en route, avec notamment l'évolution de l'organisation du temps de travail», a affirmé à l'AFP Sylvie Pitkevitch de la CGT-Météo.

Et «d'expérience, on sait que cela va rarement dans le bon sens», a-t-elle ajouté.

En 2008, l'entreprise publique a initié un plan de réduction des centres départementaux de 108 à 55 d'ici à 2016 et la suppression de 500 postes par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

«Météo-France a essayé d'être bon élève en termes d'effort collectif: au plus haut des effectifs, on était de l'ordre de 3.700, on arrive aujourd'hui à 3.200», a déclaré à l'AFP Olivier Gupta, directeur général adjoint de l'établissement public, en précisant que «la réduction va encore se poursuivre en 2015 et en 2016».

Météo-France, comme les autres agences de l'Etat, va en effet devoir réduire la voilure, selon le programme de réduction des dépenses publiques présenté par le Premier ministre Manuel Valls.

C'est le constat du secrétaire général de Solidaires, premier syndicat de Météo-France, José Chevalier. «Aujourd'hui, nous sommes au-delà d'un remplacement sur deux. On a déjà réduit de 500 postes et on continue à perdre 80 à 90 postes par an», a-t-il expliqué à l'AFP.

Fin 2016, les 55 implantations du réseau seront réparties entre 7 centres interrégionaux (Paris, Lille, Strasbourg, Lyon, Aix-en-Provence, Bordeaux et Rennes) et 48 centres qui leur seront rattachés. La «Météopole» à Toulouse restera le cœur scientifique, technique et opérationnel.

Arrivé en début d'année, le PDG, Jean-Marc Lacave, a prévenu les syndicats qu'il mènerait la réforme jusqu'au bout.

«L'origine de cette réforme est à chercher dans l'évolution de la science. On ne fait plus de la météo comme on en faisait dans les années 80», a fait valoir M. Gupta. «Météo-France fait partie des quelque dix grands services météorologiques mondiaux» et, pour «rester au top», doit «dégager des marges de manœuvre», souligne-t-il.

Mais, pour les syndicats, la stratégie du PDG vise surtout à «faire mieux avec moins». Et M. Chevalier s'inquiète d'une «démotivation» des météorologistes, «trop éloignés de ce qui fait leur métier».

- des prévisions 'hors sol'-

«La qualité de la prévision est forcément différente puisque la réorganisation se traduit par une centralisation des services. Avant Météo-France était implanté dans tous les départements», relève M. Chevalier.

Il cite la météo marine qui «a été le laboratoire d'essai» mais est aujourd'hui basée à Toulouse, «très éloignée de la mer et même très éloignée culturellement».

Jusqu'à fin 2011, la surveillance de l'océan se répartissait sur Toulouse et six centres spécialisés», explique le syndicaliste qui pointe une prévision «hors sol», «déconnectée de la réalité».

Même s'il admet la plus grande performance des outils, il estime que la qualité de la prévision «risque de se dégrader en raison d'une méconnaissance des particularités départementales et de la surcharge de travail des équipes qui auront des zones beaucoup plus étendues à gérer».

«Nous avons un réseau qui ferait pâlir d'envie n'importe quelle entreprise. Et, au lieu de le faire fructifier en le valorisant, on a fait le choix inverse. Depuis, on trouve des solutions très bancales en termes d'organisation du travail», ajoute le syndicaliste.

Mais, pour Olivier Gupta, «il n'y a pas de dégradation» de la prévision liée à la réorganisation.

«La pertinence de la vigilance est évaluée chaque année par la sécurité civile. On est aujourd'hui à un taux de non-détection qui est de l'ordre de 3%, ce qui est considéré comme très bon», assure le responsable.

Le budget de Météo-France s'élevait en 2013 à 378 millions d'euros, financé à 55,8% par l'État, les redevances aéronautiques et les recettes commerciales constituant les autres ressources.

[AFP](#)